

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 21 Juin 2005 (numéro spécial)

Le cri du peuple

De plus en plus exaspéré par la montée du chômage, de la précarité, de la pauvreté et des inégalités, au fil des années, le peuple français exprime son inquiétude et sa colère dans les manifestations et dans les urnes, et il a le sentiment de ne pas être compris, ni par ses élus, ni par les soi-disant élites.

Cela remonte à loin : dès la fin des « Trente Glorieuses », en 1974, date à partir de laquelle le chômage n'a fait que croître, mises à part de rares périodes de rémission.

L'arrivée de la gauche au pouvoir, en **1981**, après 23 ans de « traversée du désert », soulève un immense enthousiasme. Hélas, dès **1983**, est pris le « tournant de la rigueur », ouvrant une « parenthèse » qui ne s'est pas refermée. Et commence l'ère du « zapping » électoral.

En **1986**, la gauche gestionnaire est sanctionnée, et la droite emporte les élections. Ce fut la première cohabitation, avec Jacques Chirac premier ministre.

En **1988**, la politique de Jacques Chirac n'ayant pas convaincu, François Mitterrand obtient sa réélection. Une première décade de chômage est observée sous le gouvernement de Michel Rocard, mais le chômage repart à la hausse, la gauche ne semble plus avoir de solution, ni avec Edith Cresson, ni avec Pierre Bérégovoy, au point de se raccrocher à des « sauveurs » comme l'affairiste Bernard Tapie. François Mitterrand a cet aveu catastrophique : « on a tout essayé »...

En **1993**, la droite revient donc au pouvoir, et la France connaît sa deuxième « cohabitation » avec Balladur premier ministre. Nul n'imagine que la gauche, en lambeaux, puisse revenir aux affaires lorsque prend fin le deuxième mandat de François Mitterrand, en 1995, et rien, malgré une bonne campagne de Lionel Jospin, ne semble faire obstacle à l'élection d'Edouard Balladur (dans l'entourage duquel piaffe un certain Nicolas Sarkozy).

Mais Jacques Chirac, homme aux convictions variables et aux sincérités successives, invente le slogan de la « **fracture sociale** », et berne ainsi le peuple qui croit avoir enfin été compris. Il ne tarde pas à déchanter avec la politique ultralibérale mise en œuvre par l'arrogant Premier ministre Alain Juppé, droit dans ses bottes, qui, avec ses attaques sur les retraites et la Sécurité sociale, met la France dans la rue.

C'est alors (**1997**) que, conseillé par l'avisé Dominique de Villepin, Jacques Chirac conçoit l'idée géniale de dissoudre l'Assemblée nationale (dominée par les Balladuriens) afin d'avoir une nouvelle Assemblée à sa dévotion, et donc les coudées franches jusqu'à la fin de son septennat

Grâce à ce « coup fumant », ...la gauche gagne les élections ! Le premier ministre Lionel Jospin, avec les emplois-jeunes et la réforme des 35 heures, redonne du crédit au volontarisme politique, et obtient un net reflux du chômage, et un retour de l'espoir.

Mais Jacques Chirac, dans son refuge de l'Élysée, trouve pour l'élection de **2002** le thème qui lui permettra d'obtenir sa réélection : la **sécurité** (bon sang, mais c'est bien sûr !). Il chasse ainsi sur les terres nauséabondes du Front national, il est suivi par une télé qui fait découvrir aux Français combien l'insécurité quotidienne leur pourrit la vie, et, divine surprise, la gauche lui emboîte le pas.

La ficelle était excellente. Lionel Jospin est balayé parce que « pas assez à gauche » (« l'Etat ne peut pas tout » ; « mon programme n'est pas socialiste »), l'élection de 2002 connaît une abstention massive, l'extrême-droite arrive en deuxième position (ce qui ne veut pas dire que ses électeurs sont tous des nostalgiques de Hitler) derrière un Chirac qui fait pourtant un piètre score.

Je vous ai compris, dit en substance, à nouveau, Jacques Chirac... qui charge cependant le patelin Raffarin de mener une politique antisociale. Notre Jacques Chirac tient des propos qui montrent combien il est sensible aux thèmes écologistes ou altermondialistes (sans que cela se traduise, bien au contraire, dans la politique qu'il inspire). Le chômage reprend sa progression.

Les élections régionales et cantonales de **2004** donnent une large majorité à la gauche... **mais le message est à nouveau ignoré.**

Aux **élections européennes** de juin 2004, **le débat est escamoté**, la campagne se réduit à une semaine, la question du traité constitutionnel n'est pas abordée, la droite, le PS et les Verts veulent masquer leurs divisions ; des accords contre nature entre la droite européenne et le parti socialiste européen sont prorogés afin de se partager la présidence du Parlement européen.

Jacques Chirac a de nouveau une idée géniale. Les sondages donnant les Français largement favorables au projet de traité constitutionnel (qu'ils n'ont pas encore lu...), il choisit de faire ratifier ce projet par **referendum**, ce qui ne sera qu'une formalité, pense-t-il, et sèmera la division au PS et dans toute la gauche.

Las ! Des citoyens vigilants veillaient, ils décryptent le traité, montrent le lien entre la politique menée par l'Union européenne et la situation sociale en France. Malgré le déferlement médiatique, malgré le déchaînement des « élites », un mouvement prend naissance, dans les profondeurs du pays.

70 % de votants, un non à 55% : le cri est massif.

Le peuple sera-t-il, cette fois, entendu ?

France d'en haut et France d'en bas

Ont voté non : 81 % des ouvriers , 79 % des chômeurs, 60 % des employés, 56 % des professions intermédiaires.
Ont voté oui : 62 % des cadres et professions intellectuelles, 57 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

Ont voté non : 59 % des Français ayant entre 18 et 34 ans, 65 % des Français ayant entre 35 et 49 ans, une majorité de Français de 50 à 65 ans.

Ont voté oui : une majorité des plus de 65 ans.

Ont voté non : 67 % des électeurs de gauche (95% des proches du PC, 59 % des proches du PS) ; 64 % des Verts et autres écologistes ; 96 % des électeurs d'extrême droite ; 61 % des électeurs sans préférence partisane.

Ont voté oui : 76 % des électeurs de l'UDF et de l'UMP. (*Le Monde, 31 mai*).

Pauvreté, précarité

Entre chômage, sous-emploi, précarité de l'emploi et précarité financière des « travailleurs pauvres », c'est très vraisemblablement entre le quart –au moins- et le tiers de la population, soit 15 à 20 millions de personnes – 7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires-, qui, pour une raison ou pour une autre, ont de façon durable, des conditions de vie marquées du sceau de l'extrême difficulté (*Jacques Rigaudiat, l'économie politique n° 26, qui détaille son estimation comme suit :*).

Si l'on retient la norme européenne –fixée à 60 % des ressources médianes, soit 722 euros par mois pour une personne seule en 2001 -, ce sont 7,2 millions de personnes qui sont pauvres, soit 12,4 % de la population française. Ces données fixent la situation de 2001, soit après la nette réduction de la pauvreté intervenue à partir de 1997. Depuis lors, une très forte dégradation est intervenue, dont témoignent aussi bien la remontée du taux de chômage – repassé au dessus des 10% -, que l'augmentation du nombre d'allocataires du RMI - + 200 000 depuis 2001. (Depuis 30 ans, il y a un sensible recul de la pauvreté, résultant de deux mouvements de sens contraires : très forte réduction de la pauvreté monétaire chez les retraités, et montée de la pauvreté chez les salariés, traduisant une très profonde dégradation de la condition salariale).

A ces pauvres, il faut ajouter une part très importante de la population qui, sans être pauvre à proprement parler, est en permanence sur le fil du rasoir, connaît des difficultés sans jamais en voir la fin, ni même pouvoir en espérer la sortie. L'emploi précaire (CDD, intérim, stages et contrats aidés) : un emploi sur 8, presque 2,9 millions de salariés ; le sous-emploi (temps partiel contraint) qui touche près de 1,2 millions de personnes, essentiellement des femmes (77%) ; les formes plus diffuses de chômage, les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois (667 000 personnes en septembre 2004), ceux à la recherche d'un CDD ou d'un emploi à temps partiel (726 000 personnes), qui font passer les demandeurs d'emploi d'un peu moins de 2,5 millions, à près de... 3,9 millions. Encore faut-il ajouter les salariés âgés (570 000), chômeurs âgés dispensés de recherche d'emploi ou faux retraités, parce que bénéficiaires d'une forme ou d'une autre de préretraite.

Et il y a une précarité par l'emploi : en 2003, 30 % des salariés à temps plein percevaient un salaire net mensuel inférieur à 14 440 euros, soit moins de 1,3 SMIC.

Après le référendum, quelle politique conduire ?

Il faut absolument réduire le chômage et les inégalités.

Réduire le chômage :

- Faire l'inventaire des besoins non satisfaits (crèches, hôpitaux, soutien scolaire, logement, recherche, ...), et chercher à créer les emplois pour satisfaire ces besoins (formation, politique de l'emploi)
- Mais remettre en cause les discours (aujourd'hui omniprésents) sur la croissance pour la croissance : distinguer entre vrais besoins, et besoins artificiellement créés par la publicité. L'humanité doit se préparer à faire face aux graves menaces que sont le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources fossiles. Nous pouvons réduire ces menaces en utilisant deux leviers : les transports, et le logement. Les actions à mener dans ces deux domaines amèneront à créer des emplois.
- Dans le domaine des transports, il convient d'éviter les transports inutiles : transports de personnes (trouver par exemple les solutions –en utilisant la téléinformatique par exemple- pour réduire les trajets domicile-travail) ; transports de marchandises (en incorporant dans les coûts de transports des taxes pour prendre en compte l'épuisement des ressources fossiles, et les coûts aujourd'hui supportés par la collectivité, qu'il s'agisse de conséquences sur la santé ou du financement des infrastructures routières). Pour l'alimentation, le recours aux productions locales doit être favorisé.
- Dans le domaine du logement, les actions visant à un meilleur isolement ou à l'utilisation d'énergies renouvelables sont à développer.
- Pour articuler l'offre et la demande d'emplois, et pour définir les actions à mettre en œuvre dans les domaines du logement et des transports, une planification démocratique doit être mise en œuvre.

- **Le temps de travail doit repartir à la baisse**, pour tenir compte des gains de productivité. Il est absurde qu'à côté de salariés pressurés et contraints à de longues journées de travail, plus de 10 % de la population soit contrainte au chômage.

Réduire les inégalités :

- Le chômage et la précarité sont les causes premières de la paupérisation. La **résorption du chômage** est un puissant moyen pour réduire les inégalités.

- Une mesure symbolique, mais qui serait le signal fort d'un changement d'orientation, serait d'imposer **qu'aucun salaire**, fut-il celui du PDG de multinationale, **ne dépasse celui d'un ministre**. Nous aurions immanquablement le chantage à la fuite des cerveaux vers les Etats-Unis : souhaitons bon voyage à ces dirigeants, et prouvons leur que nous saurons nous passer d'eux.

- Dans l'entreprise, le pouvoir patronal s'exerce sans limite. Il faut renforcer le **droit des travailleurs** et redonner du pouvoir aux organisations syndicales.

- La fiscalité est aussi un moyen de réduire les inégalités. **Réhabilitons les contributions sociales**. Montrons que ce sont toujours les catégories les plus favorisées qui bénéficient le plus des allègements d'impôts.

- Au niveau européen et au niveau mondial, introduisons des **régulations**, de façon à renforcer partout le droit du travail, à instaurer partout un salaire minimum. Combattons le dumping fiscal et le dumping social.

Si le gouvernement (quel qu'il soit) ne parvient pas à réduire le chômage et les inégalités, le peuple sera poussé au désespoir, qui est toujours mauvais conseiller.

Renégocier le traité constitutionnel européen

Le « non » français aura créé une certaine surprise dans les autres pays de l'Union. Rappelons-nous qu'en France aussi, il y a quelque mois, la ratification du traité semblait aller de soi. Expliquons sans relâche aux autres peuples européens que notre « non » n'est pas un non égoïste et de repli.

Jusqu'à présent –et la dernière campagne pour l'élection du Parlement européen n'a pas dérogé à cette règle – rien n'a été fait pour susciter la **naissance d'une citoyenneté européenne**. Notons avec satisfaction qu'à l'occasion du référendum en France, des hommes politiques de nombreux pays européens sont intervenus dans le débat (même si nous n'avons pas toujours été d'accord avec leur discours).

Trouvons des alliés dans les opinions publiques de nos amis d'Europe. Recherchons des convergences.

Le débat européen doit sortir des cénacles technocratiques où il était confiné.

Faire de la politique autrement

A l'occasion de ce référendum, un nouvel acteur a joué un rôle déterminant : **ATTAC**.

Débattre de questions citoyennes de façon ouverte et sans enjeux de pouvoir personnel (ATTAC est une association, et ne présente pas de candidats à des élections) ; fonder le débat sur une solide expertise : grâce à ces deux spécificités, ATTAC a été entendu, alors que le monde politique dans son ensemble suscite une grande méfiance de la part des citoyens. Le débat a porté sur les thèmes mis en avant par ATTAC.

Tout le travail effectué au sein des « comités pour le non » auxquels ATTAC a participé doit se poursuivre, afin d'amener les citoyens à se réapproprier ce qui les concerne, du local au global, et de construire des alternatives.

Médias

A l'occasion de cette campagne, un nouveau média a fait la preuve de son efficacité : **internet**. Alors que les experts, les spécialistes, les éditorialistes, ont déversé quotidiennement leurs analyses en faveur du projet de traité constitutionnel, le travail de fourmi des citoyens échangeant des analyses et des informations sur le réseau a fait preuve de sa grande efficacité.

Comme beaucoup, **j'ai été agacé par le parti pris du Monde**, par exemple. Je ne conteste pas à la direction du Monde le droit de prendre parti, mais de nombreux articles, sous couvert d'une analyse « objective » du traité constitutionnel, n'en montraient que certains aspects ; ou présentaient l'information de manière biaisée (par exemple on a pu lire tel jour que la majorité des partisans du non était à droite, « information » qui a du être démentie dans un numéro suivant) ; j'ai peu aimé le ton doucereux, hypocrite de certains articles (quand Edwy Plenel, par exemple dans le Monde 2, pour discréditer le « non », s'en prend à « cette gauche qui démontre l'islam et brandit la Turquie en épouvantail » . Alors que précisément la gauche a fait en sorte que cette question ne vienne pas polluer le débat...).

Néanmoins, n'étant pas abonné aux agences de presse, et appréciant souvent les analyses du Monde, je continuerai largement à y puiser pour la meilleure information, je l'espère, des lecteurs de « Citoyen du monde à Montrouge ».

Au passage, je redis que si sa lecture vous intéresse, ne soyez pas égoïstes, n'hésitez pas à en faire profiter vos amis, en rediffusant le courriel d'envoi, ou en me demandant de les rajouter à la liste d'abonnés.

Il est également permis (voire recommandé) de faire des adaptations locales de « Citoyen du monde à Montrouge », en remplaçant les nouvelles locales (sur Montrouge, sur les Hauts-de-Seine, sur l'Ile-de-France, ...), par celles de votre ville, de votre département, de votre région... voire en y ajoutant des informations et analyses de votre cru. Ou en retranchant celles qui vous paraissent de peu d'intérêt.

Un petit salut au passage à **Politis**, l'un des très rares hebdomadaires à avoir soutenu le « non ».

Ile-de-France

Inscrits : 6 104 682 Exprimés : 4 215 485 (69%) Oui : 54% Non : 46 %

Hauts-de-Seine

Inscrits : 826 795 Exprimés : 579 873 Oui : 62% Non : 38 %

Montrouge :

Inscrits : 23 768 Exprimés : 10 274 Oui : 60% Non : 40 %

Il n'est pas trop tard pour rejoindre le collectif pour le non, qui a organisé le 10 mai une réunion publique, où (presque) toute la gauche de Montrouge était représentée « pour un **NON** progressiste, démocratique et citoyen **au projet de traité constitutionnel** ». collectif-montrougien-pour-le-non@wanadoo.fr

Des compte-rendus des réunions publiques, pour le oui et pour le non, peuvent être consultés sur www.montbougne.net presse locale indépendante qu'il faut encourager .

Courrier des lecteurs : de A.G . : Je vous signale qu'assidue à l'aqua-gym j'ai découvert seulement vendredi dernier, par une indiscretion d'un moniteur, que le plafond de la piscine de Montrouge est revêtu d'amiante (non protégé), mettant en danger non pas tant les vieux comme moi (69 ans) mais les plus jeunes et surtout les enfants des écoles qui ont fréquenté cette piscine par milliers. (En effet les cancers de l'amiante mettent, comme les autres, 10 à 40 ans à se développer). Il est scandaleux qu'aucun travaux n'aient été effectués jusqu'à présent. La piscine municipale sera donc fermée pour travaux de début juin à octobre ou novembre 2005 pour désamiantage, entre autres. Mais cet amiante est là, au plafond, et se désagrège vraisemblablement sous l'effet de l'humidité, depuis des dizaines d'années et rien n'a été fait encore.

ATTAC- Montrouge vous invite à une réunion publique et conviviale

le mercredi 15 juin, à **20H30**,

sur le thème : **l'eau n'est pas une marchandise**

au Café du 47 rue Fénelon (**Montrouge**),
avec

Marc Laimé, journaliste et sociologue,
auteur de l'ouvrage « le dossier de l'eau : pénurie, pollution, corruption ».

Si un sujet vous intéresse, et si vous souhaitez qu'on organise sur ce thème (citoyen) une réunion publique, n'hésitez pas à m'en faire part.

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...).

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.